

Ould Hanena et Ould Mini visités par des journalistes

"Je suis Saleh Ould Mohamedou Ould Henenna", s'est-il présenté, les yeux baissés, l'air mécontent, avant que son visage ne s'éclaire en apprenant que ses visiteurs sont des journalistes.

C'était jeudi dernier 14 octobre qu'ils ont été montrés cloîtrés dans leurs cellules, à des journalistes de la presse internationale invités, il faut le dire, à la suite d'allégations de tortures physiques à "constater leur état de santé". Des rumeurs persistantes les avaient donnés pour

morts ces derniers jours à Nouakchott. Le constat fait par ces journalistes indique que les deux hommes sont placés sous haute surveillance dans les locaux de l'école de police de Nouakchott. Ils ont pu les voir jeudi, séparés par deux grandes salles, assis sur des matelas,

chacun habillé d'un boubou bleu sur un Tee-shirt blanc et un pantalon bleu. Saleh Ould Henenna portait des chaînes aux pieds et aux mains. Le fer, apparemment lourd, l'a empêché de se lever à l'entrée des journalistes.

Nouakchott cède devant la pression internationale

Nos confrères de RFI, la PANA et de l'AFP ont eu à visiter l'ex-commandant Saleh Ould Henena et le capitaine Abderrahmane Ould Mini, auteurs présumés d'une série de tentatives supposées de coups d'Etat contre le pouvoir en place.

C'était jeudi dernier 14 octobre qu'ils ont été montrés cloîtrés dans leurs cellules, à des journalistes de la presse internationale invités, il faut le dire, à la suite d'allégations de tortures physiques à "constater leur état de santé". Des rumeurs persistantes les avaient donnés pour morts ces derniers jours à Nouakchott. Le constat fait par ces journalistes indique que les deux hommes sont placés sous haute surveillance dans les locaux de l'école de police de Nouakchott. Ils ont pu les voir jeudi, séparés par deux grandes salles, assis sur des matelas, chacun habillé d'un boubou bleu sur un Tee-shirt blanc et un pantalon bleu. Saleh Ould Henenna portait des chaînes aux pieds et aux mains. Le fer, apparemment lourd, l'a empêché de se lever à l'entrée des journalistes. "Je suis Saleh Ould Mohamedou Ould Henenna", s'est-il présenté, les yeux baissés, l'air mécontent, avant que son visage ne s'éclaire en apprenant le métier des visiteurs. La même scène s'est produite avec le capitaine Mini, installé à quelque 30 mètres de là,

menottes aux poignets, et paraissant mieux portant physiquement. Il s'est levé et a décliné son identité avec énergie et dans un français parfait. Aucune trace de torture n'était discernable sur les parties visibles des corps des deux détenus, et leur état de santé était apparemment bon. Il a été interdit à la presse de prendre des photos et de poser des questions. Elle a été "seulement (invitée à) constater que les prisonniers étaient bien vivants et bien portants", ont expliqué les policiers. Le ministre de la Communication, Hamoud Ould Abdi, avait reçu les journalistes désignés pour leur notifier que la demande de visite exprimée par la correspondante de RFI en Mauritanie, Marie-Pierre Olphand, a été acceptée. Il leur avait indiqué que le gouvernement a accepté d'autoriser cette visite pour démentir des "rumeurs orientées et dirigées" sur l'état de santé des deux détenus. Plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme avaient en fait exprimé leurs préoccupations sur les conditions de détention de MM. Ould Henenna et Ould Mini, mais

également plusieurs militaires et civils arrêtés dans le cadre de l'enquête sur la série de tentatives présumées de coups d'Etat, dans des communiqués transmis à l'AFP à Dakar. La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et l'Association mauritanienne des droits de l'Homme (AMDH) avaient dénoncé des "détentions sous silence", et s'étaient inquiétées de leur état de santé. L'Organisation contre les violations des droits humains en Mauritanie (OCVIDH) avait réclamé l'autorisation de visites aux détenus. L'Observatoire mauritanien des droits de l'Homme (OMDH) et SOS-Esclaves avaient, quant à eux, dénoncé des cas de "torture sauvage" et "pratiques inhumaines" sur certains prisonniers. L'OMDH avait demandé aux autorités mauritaniennes "le respect du droit des détenus à communiquer leur lieu de détention, recevoir la visite de leur famille, prendre contact avec un avocat, à un traitement digne et un procès équitable". Les ONG des droits de l'homme dénoncent "les détentions sous silence" en Mauritanie.